

LONDA



2021



Rapport sur les Droits Numériques et l'inclusion en Nigéria

LONDA

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU NIGÉRIA 2021 RAPPORT

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE

Publié par Paradigm Initiative

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria

Email: media@paradigmhq.org

www.paradigmhq.org

Publié en Mai 2022

Rapport rédigé par Khadijah El-Usman

Équipe Éditoriale: 'Gbenga Sesan, Kathleen Ndong'mo, Hlengiwe Dube, Margaret Nyambura
Ndung'u, Mawaki Chango, Nnenna Paul-Ugochukwu and Thobekile Matimbe.

Conception de la page de couverture par Kenneth Oyenyi

Conçu par Luce Concepts

Crédit images @ Pexels

This publication may be reproduced for non-commercial use in any form provided due credit is given to the publishers, and the work is presented without any distortion.

Copyright © 2022 Paradigm Initiative



Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

TABLE DES MATIÈRES

01

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

02

INTRODUCTION

INFRASTRUCTURE NUMÉRIQUE
ET PRIORISATION DES TIC

04

LIBERTÉ D'EXPRESSION
SUR INTERNET EN 2021

05

CONFIDENTIALITÉ, IDENTIFIANTS
NUMÉRIQUES ET SURVEILLANCE

07

INTERRUPTIONS INTERNET

08

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

09

RECOMMANDATIONS

LONDA

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU NIGÉRIA 2021 RAPPORT

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport se concentre sur l'état des droits numériques et de l'inclusion au Nigeria en 2021, un pays d'Afrique de l'Ouest avec une géographie et une population diversifiées. La partie introductive du rapport fournit un bref contexte de la population et de la géographie du Nigeria. Le rapport décompose en outre l'état des droits numériques et de l'inclusion en 5 sous-thèmes. La première partie analyse l'infrastructure numérique et la priorisation des TIC, elle décompose le taux de pénétration d'Internet dans le pays et les prochaines étapes que le gouvernement propose de prendre en termes de pénétration. Le deuxième thème aborde la liberté d'expression sur Internet et les grands événements qui l'ont marquée. L'un de ces événements a été la suspension du site de microblogging Twitter. Le troisième thème Vie privée, identité numérique et surveillance analyse les politiques nationales et la budgétisation nationale qui affectent de manière significative le thème en question. Le quatrième thème était les perturbations d'Internet, qui a mis en évidence les perturbations du réseau qui ont été entreprises en raison de la situation sécuritaire du pays. Le thème final était sur l'intelligence artificielle au Nigeria. En tant que premier pays africain à créer un Centre national pour l'intelligence artificielle et la robotique, il était important de mettre cela en lumière et l'approche devait être adoptée en termes d'intelligence artificielle sur le continent. Les recommandations, entre autres, notent qu'il est nécessaire d'effectuer une analyse coûts-avantages du coût des coupures d'Internet par les gouvernements avant de l'entreprendre. Une autre recommandation a identifié la nécessité d'un cadre législatif complet pour la protection des données personnelles au Nigéria, ainsi que la nécessité d'une coordination entre le gouvernement, les experts et les parties concernées lors de la promulgation d'une telle législation.





INTRODUCTION

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU NIGÉRIA

Le Nigeria, un pays situé sur la côte ouest de l'Afrique, a une géographie diversifiée et une population diversifiée avec une population de 208 millions d'habitants.¹ Avec un âge médian de 18 ans et l'une des populations les plus jeunes du monde,² selon les statistiques du Data Reportal,³ la population du Nigeria a augmenté de 5,2 millions (+2,6%) entre janvier 2020 et janvier 2021, 49,3% de la population nigériane étant des femmes et 50,7% de sa population étant de sexe masculin. 52,3% de la population nigériane vit dans des centres urbains, tandis que 47,7% vivent en milieu rural.



***Transform Nigeria
into a leading digital economy
providing quality life and digital
economies for all***

Le Nigeria compte 36 États⁴ et un territoire de la capitale fédérale, administré par le gouvernement fédéral. Chacun de ces États fonctionne comme une unité politique semi-autonome avec ses propres branches exécutives, législatives et judiciaires du gouvernement. Ces chiffres et ces tendances ont positionné le Nigeria pour avoir une année intéressante en termes d'inclusion numérique et de droits numériques.

INFRASTRUCTURE NUMÉRIQUE ET PRIORISATION DES TIC

En juin 2020, le pays a dévoilé la politique et la stratégie nationales de l'économie numérique, pour *“transformer le Nigeria en une économie numérique de premier plan offrant une vie de qualité et des économies numériques”*⁵

1. Données de la Banque mondiale, <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=NG>

2. <https://www.statista.com/statistics/1121317/age-distribution-of-population-in-nigeria-by-gender/>

3. <https://datareportal.com/reports/digital-2021-nigeria>

4. Liste des États et de la capitale, <https://www.nigeriagalleria.com/Nigeria/Nigerian-States-Capital-Governors.html>

5. Trouvez la stratégie ici <https://www.ncc.gov.ng/docman-main/industry-statistics/policies-reports/883-national-digital-economy-policy-and-strategy/file>



104.4 MILLION

**INTERNAUTES AU
NIGÉRIAN EN JANVIER 2021**



187.9 MILLION

**CONNEXIONS MOBILES
EN JANVIER 2021**

pour tous”, et devrait être mise en œuvre dans 10 ans à travers 8 points d'action ou piliers. Le troisième pilier de la politique est l'objectif d'une “*infrastructure solide*” qui permettra “*le déploiement d'infrastructures fixes et mobiles pour approfondir la pénétration du haut débit dans le pays*”. En conséquence ou peut-être en raison de l'impact de Covid-19 et de la croissance rapide du monde aujourd'hui, le Nigéria a connu une augmentation de la pénétration du mobile et d'Internet en 2021. Data Reportal⁶ a mis en évidence 104,4 millions d'internautes au Nigéria en janvier 2021 et 187,9 millions de connexions mobiles. Ils ont en outre signalé que le nombre d'internautes au Nigeria avait augmenté de 19 millions (+22%) entre 2020 et 2021 tandis que le nombre de connexions mobiles au Nigeria avait augmenté de 17 millions (+10%) entre janvier 2020 et janvier 2021. En termes des pourcentages, ces chiffres sont venus à la pénétration d'Internet à 50,0% en janvier 2021 et à la connexion mobile à environ 90,0% de la population totale. En décembre 2021, la Commission nationale des communications faisait état de 195 millions d'abonnés mobiles,⁷ ce qui suggère que le Nigéria devient de plus en plus connecté - un niveau de connectivité qui augmente l'accès et l'inclusion numérique qui permet à davantage de personnes de bénéficier de la technologie. Il y a eu des “*corrélations significatives*” entre l'adoption d'Internet et l'augmentation du PIB, du niveau de vie et de l'accès à l'éducation et aux services financiers.⁸

Le pays est sur le point d'augmenter sa pénétration du marché mobile après avoir délivré une licence 5G à deux opérateurs mobiles, à savoir MTN Group Ltd,⁹ ouvrant la voie au plus grand opérateur sans fil du continent fournissant un Internet plus rapide aux consommateurs et aux entreprises.¹⁰ MTN est le plus grand opérateur sans fil du pays d'Afrique de l'Ouest. Le pays a approuvé sa politique Nation 5G en septembre 2021,¹¹ où le ministre des Communications, Isa Pantami, a déclaré que le Nigéria avait pour objectif de déployer la 5G dans les principales zones urbaines du pays et de devenir le plus grand réseau d'Afrique pour le spectre d'ici 2025. Long chemin à soutenir nos institutions de sécurité, qui en tireront parti et veilleront à ce que nous soyons tous en sécurité, a-t-il déclaré.¹²

6. <https://datareportal.com/reports/digital-2021-nigeria>

7. <https://www.ncc.gov.ng/statistics-reports/subscriber-data>

8. <https://www.itu.int/hub/2020/12/how-broadband-and-digitization-impact-the-global-economy/>

9. <https://www.mtnonline.com/>

10. <https://www.statista.com/statistics/671676/mobile-subscription-share-in-nigeria-by-operator/>

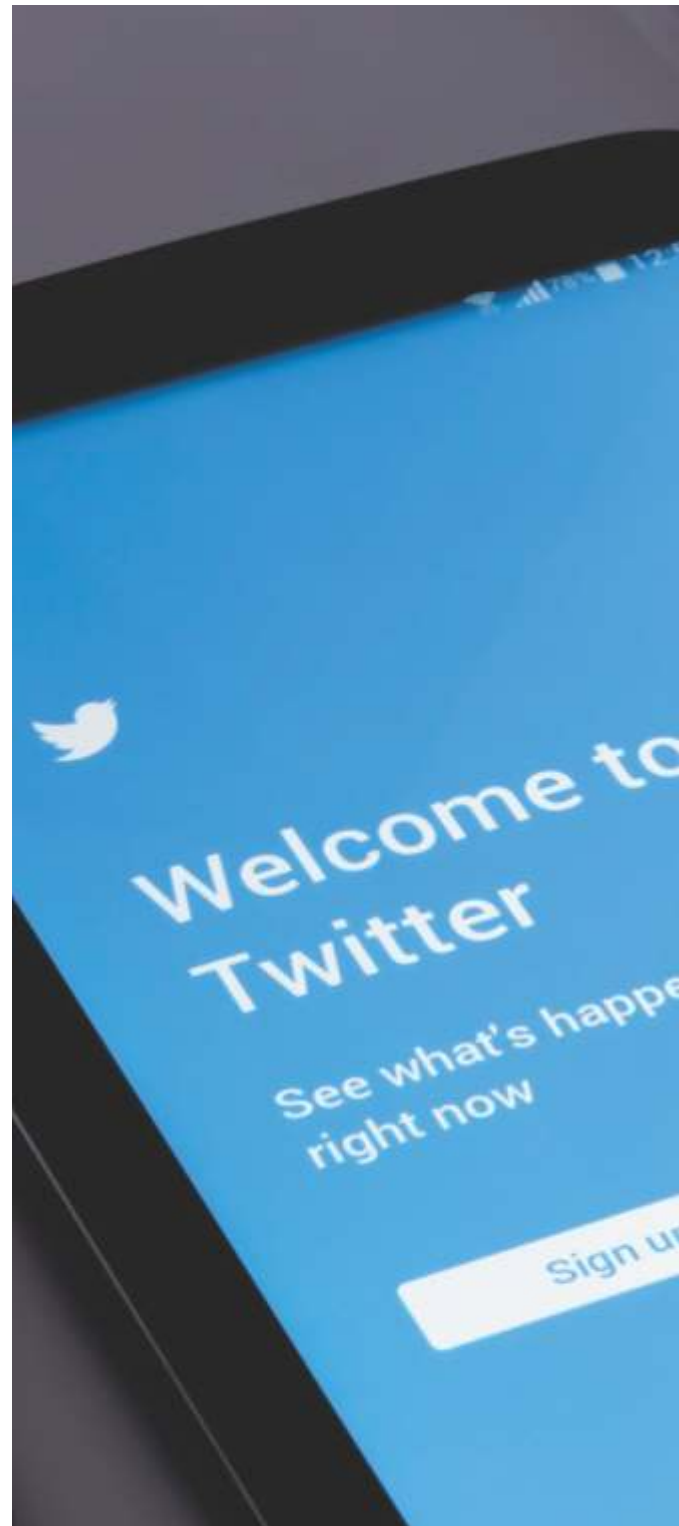
11. Trouvez la politique ici, <https://www.ncc.gov.ng/accessible/documents/1019-national-policy-on-5g-networks-for-nigeria-s-digital-economy/file>

12. Constitution de la République fédérale du Nigéria [Nigéria], loi n° 24, 5 mai 1999, disponible sur : <https://www.thecable.ng/pantami-5g-will-help-address-nigerias-security-challenges>

LIBERTÉ D'EXPRESSION SUR INTERNET EN 2021

L'article 39¹³ de la Constitution de 1999 de la République fédérale du Nigéria stipule que *“toute personne a droit à la liberté d'expression, y compris la liberté d'avoir des opinions et de recevoir et de répandre des informations sans ingérence”*. Ceci est conforme aux cadres régionaux sur la liberté d'expression.¹⁴ Bien que la liberté d'expression soit un droit, elle a connu un déclin constant au Nigéria depuis l'adoption de la loi sur la cybercriminalité en 2015,¹⁵ avec des violations des droits allant des sanctions¹⁶ aux médias aux arrestations de journalistes et de comédiens.¹⁷ Le pays a en outre vu émerger des tentatives législatives de répression de la liberté d'expression.¹⁸ Cette tendance n'a pas connu de déclin dans le pays au cours de l'année sous revue, car un site d'information nigérian a été bloqué d'accès au public.¹⁹ Le 5 juin 2021, le gouvernement fédéral du Nigéria a annoncé la suspension des services Twitter²⁰ dans le pays. La suspension a été annoncée par le ministre de l'Information et de la Culture du pays, Alhaji Lai Mohammed, qui a affirmé que l'interdiction était due à l'utilisation persistante de la plateforme pour des activités susceptibles de saper l'existence des entreprises nigérianes.

Le ministre a déclaré que le gouvernement fédéral avait également ordonné à la Commission nationale de la radiodiffusion (NBC) de commencer immédiatement le processus d'octroi de licences pour toutes les opérations de médias sociaux au Nigeria. La suspension²¹ de Twitter dans le pays a violé les droits à la liberté d'association, le droit à la liberté d'expression, entre autres, et a eu un impact économique selon un outil développé par l'organisation de surveillance, NetBlocks, pour calculer l'impact économique des perturbations d'Internet, coupures de données mobiles ou restrictions d'applications.²²



13. <https://www.refworld.org/docid/44e344fa4.html>

14. Union Africaine. (1981). Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Extrait de <https://au.int/en/treaties/african-charter-human-and-peoples-rights>

15. LOI DE 2015 SUR LES CYBERCRIMES (INTERDICTION, PRÉVENTION, ETC)

16. <https://www.premiumtimesng.com/news/more-news/-endsars-nbc-imposes-nm-sanction-each-on-ait-channels-arise-tv.html>

17. <https://punchng.com/student-arrested-for-opening-jonathan-parody-account-denied-access-to-lawyers/>

18. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/12/nigeria-bills-on-hate-speech-and-social-media-are-dangerous-attacks-on-freedom-of-expression/>

19. <https://cpj.org/2021/02/nigerian-news-website-peoples-gazette-blocked-threatened-with-legal-action/>

20. Un site américain de microblogging et de réseautage social

21. <https://www.washingtonpost.com/world/2021/06/04/nigeria-suspends-twitter-buhari/>

22. <https://netblocks.org/cost/>

De nombreux Nigériens qui ont utilisé Twitter pour promouvoir leurs entreprises ont perdu des revenus. Les effets vont toutefois au-delà des pertes économiques puisque le droit d'accès à l'information a également été affecté. Avant la suspension indéfinie de la plateforme, le Nigeria Center for Disease Control (NCDC) a tweeté des mises à jour quotidiennes sur le nombre de nouveaux cas, de décès et plus encore, et cela semblait être la source la plus préférée et la plus fiable de ces informations. Plusieurs organisations²³ ont intenté des poursuites contre le gouvernement au sujet de la suspension et contre les entreprises de télécommunications qui l'ont appliquée; ces affaires ont été portées devant les tribunaux locaux et régionaux, en particulier auprès du tribunal de la CEDEAO.

Au moment de la rédaction du présent rapport, aucune des affaires n'avait fait l'objet d'un jugement et d'un prononcé quant à la légalité ou non de la suspension. La suspension a finalement été levée après 7 mois, après que Twitter a accepté plusieurs demandes du gouvernement, comme indiqué dans un communiqué du gouvernement fédéral.²⁴ Certaines des demandes incluent la nécessité pour Twitter d'ouvrir un bureau dans le pays, de payer des impôts, de nommer un représentant et *"d'agir dans le respect des lois nigérianes ainsi que de la culture et de l'histoire nationales"*.²⁵ L'accord, bien que non documenté, pose des problèmes de droits humains, car il a été conclu sans la surveillance ou la contribution de la société civile.

CONFIDENTIALITÉ, IDENTIFIANTS NUMÉRIQUES ET SURVEILLANCE

La Commission nationale de gestion de l'identité du Nigeria²⁶ (NIMC) gère une base de données d'identité nationale dans laquelle des identités numériques sont délivrées à chacun sous la forme d'un numéro d'identité national (NIN). En décembre 2020, le gouvernement nigérian a publié une déclaration obligeant tous les Nigériens non seulement à obtenir leur numéro d'identification national (NIN), mais à lier davantage le NIN aux numéros de carte du module d'identification de l'abonné (SIM), sinon l'utilisation de numéros de téléphone non enregistrés serait bloqué. Comme on pouvait s'y attendre, il y a eu une vague de Nigériens dans tout le pays qui tentaient d'obtenir leur NIN avant la date limite, fin 2020.

La directive a provoqué un tollé massif parmi les Nigériens car elle a été publiée au plus fort de la pandémie de COVID-19. Depuis lors, l'échéance a été repoussée trois fois jusqu'à fin 2021. La carte SIM est devenue un élément crucial permettant aux citoyens d'accéder à de nombreux services fournis par les fournisseurs de services de télécommunications, de sorte que la perspective de restreindre l'accès à la carte SIM a suscité des inquiétudes majeures liées accéder.

Alors que les Nigériens continuaient de se débattre avec cela, le gouvernement fédéral a élaboré une version révisée de la politique nationale d'identité numérique pour l'enregistrement²⁷ de la carte SIM qui a lancé le processus exigeant que chaque carte SIM soit liée au NIN²⁸ en mai 2021. Le ministère fédéral des Communications et de l'Économie numérique, dans cette politique, exigeait de

23. Certaines de ces organisations incluent Paradigm Initiative, Socio-Economic Rights and Accountability Project (SERAP), Media Rights Agenda, Enough is Enough Nigeria, Premium Times Centre For Investigative Journalism 24International Press Centre, Tap Initiative For Citizens Development

24. <https://www.bbc.com/news/world-africa-59958417>

25. <https://www.independent.co.uk/news/world/africa/nigeria-twitter-ban-lifted-b1992259.html>

26. En savoir plus sur NIMC ici <https://nimc.gov.ng/about-us/>

27. <https://www.ncc.gov.ng/docman-main/legal-regulatory/legal-other/988-revised-national-identity-policy-for-sim-card-registration/file>

28. <https://www.ncc.gov.ng/media-centre/public-notice/999-revised-national-identity-policy-for-sim-card-registration>

l'agence en charge "d'enregistrer et de capturer l'International Identity d'équipement mobile (IMEI) de tous les téléphones mobiles²⁹ et autres appareils intelligents" à un registre centralisé d'identité d'équipement (CEIR), également connu sous le nom de système de gestion des appareils (DMS), géré par la Commission nationale des communications (NCC).

Certaines des raisons invoquées pour justifier l'action du ministère sont les suivantes: réduire le marché de la contrefaçon de téléphones portables, décourager le vol de téléphones portables, renforcer la sécurité nationale, protéger les intérêts des consommateurs, augmenter la génération de revenus pour le gouvernement, réduire les taux d'enlèvement, atténuer l'utilisation de téléphones volés pour commettre criminalité et faciliter le blocage ou le traçage des téléphones portables et autres appareils intelligents volés.

En incorporant des données IMEI, ils peuvent être en mesure d'obtenir des données de localisation en temps réel sur tout le monde. Peu de temps après, un tollé s'est ensuivi où le gouvernement nigérian a répondu par une déclaration disant qu'il n'imposait pas la soumission des numéros IMEI, mais notant que "le système capturera automatiquement IMEI sans aucune obligation pour les abonnés de soumettre la même chose"³⁰ Le gouvernement est le plus grand processeur de données du pays, par le biais de ses agences telles que le service de l'immigration, le Federal Road Safety Corps, le National Youth Service Corps et la Banque centrale, qui a lancé un système de numéro de vérification bancaire. Toutes ces agences collectent des données biométriques.

Malgré toutes les données traitées, le Nigéria ne dispose pas encore d'une législation complète sur la protection des données, ce qui soulève des inquiétudes quant au droit à la vie privée et laisse les Nigériens à la merci de recours en cas de violation. Les lois qui existent sur la protection des données sont spécifiques au secteur. Un projet de loi a été déposé et examiné par les parties prenantes en 2020 dans l'espoir d'atteindre l'Assemblée nationale en 2021. Cependant, le gouvernement fédéral a de nouveau appelé à des consultations,³¹ malgré les préoccupations légitimes du gouvernement et ses obligations de maintenir l'ordre public et la sécurité nationale de sa population. Néanmoins, toute mesure restreignant la liberté d'expression ou d'association pour atteindre de tels objectifs doit être proportionnée, légale, strictement nécessaire et raisonnable pour atteindre un objectif légitime.

Le règlement nigérian sur la protection des données (NDPR) visant à combler le vide avant une éventuelle législation ne s'est pas avéré efficace pour enquêter sur les violations de données personnelles par les agences gouvernementales.³² Beaucoup d'efforts semblent avoir été consacrés à la nature informatique du secteur privé. Au cours de l'année sous revue, l'Agence nationale de développement des technologies de l'information (NITDA), l'agence qui a rédigé et est l'autorité autoproclamée de la NDPR, a infligé sa première amende à une société de prêt. Le secteur privé n'est pas à l'abri des violations de données. De nombreuses sociétés

29. Page 23, partie 3.5 Objectif 1. <https://www.ncc.gov.ng/docman-main/legal-regulatory/legal-other/988-revised-national-identity-policy-for-sim-card-registration/> dossier

30. Communiqué de presse du NCC, <https://ncc.gov.ng/media-centre/news-headlines/1004-press-statement-subscribers-not-required-to-submit-international-mobile-equipment-identity-imei-number>

31. <https://www.premiumtimesng.com/news/top-news/495768-data-protection-indignation-as-fg-abandons-draft-bill-seeks-consultants-for-fresh-process.html>

32. <https://www.dataguidance.com/news/nigeria-nitda-issues-first-ndpr-fine-ngn-10m-against>

de prêt sont connues pour traiter les données des utilisateurs afin qu'en cas de non-paiement, elles puissent envoyer des messages menaçants aux contacts de l'utilisateur, révélant des données personnelles sensibles.³³

L'absence d'une loi fédérale sur la protection des données semble avoir conduit certains États à tenter d'adopter leurs propres lois sur le sujet. En octobre 2021, l'État de Lagos avait son propre projet de loi sur la protection des données qui avait passé la deuxième lecture.³⁴ Le gouvernement nigérian n'a jamais reconnu publiquement ses capacités de surveillance, mais en août 2019, il a adopté et signé le projet de loi sur l'assistance mutuelle fédérale en matière pénale, lui permettant de surveiller les citoyens au nom de pays étrangers menant des enquêtes criminelles.

Le gouvernement nigérian a toujours un montant inquiétant pour son budget³⁵ de sécurité. Au cours de l'année sous revue, l'Agence nationale de renseignement (NIA) du pays a prévu un budget³⁶ de 4,7 milliards pour suivre, intercepter et surveiller les appels et les messages sur les appareils mobiles, y compris Thuraya et WhatsApp. Cela soulève encore des problèmes de confidentialité.

INTERRUPTIONS INTERNET

Partout dans le monde, Internet est devenu un outil qui ne peut se passer de fournir aux États et aux individus des faits et des chiffres, des informations et des connaissances pour le développement personnel, social et économique. Pourtant, selon une étude, les coupures délibérées d'Internet par les gouvernements du monde entier deviennent de plus en plus courantes et sophistiquées.³⁷ En 2021, 5 États du Nigéria³⁸ ont fermé Internet à différents moments. Des sources ont rapporté que la décision était *“de permettre aux agences de sécurité compétentes de mener les activités requises pour relever les défis de sécurité dans l'État”*. La région nord du Nigeria a subi diverses formes d'insurrection et d'insécurité en raison d'un groupe extrémiste appelé Boko Haram depuis 2009.³⁹ Bien que de nombreux gouvernements aient tenté de contenir la menace, aucun n'a complètement réussi. Ce conflit a laissé de nombreuses personnes dans la région déplacées et appauvries. Parmi ces États se trouve Zamfara, qui, selon le Bureau national des statistiques (NBS), comptait 2 177 431 abonnés actifs sur 2 337 893 lignes connectées, tandis que les utilisateurs d'Internet sont d'environ 1,59 million.

La fermeture a fait que les gens ont perdu l'accès aux informations sur leurs proches et à la connectivité pendant des semaines. Malgré les préoccupations légitimes du gouvernement et ses obligations de maintenir l'ordre public et la sécurité nationale de sa population, toute mesure restreignant Internet afin d'atteindre de tels objectifs doit être proportionnée, légale, strictement nécessaire et raisonnable pour atteindre un objectif légitime. La Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques sont les principales structures à prendre en compte lors de l'utilisation du test en trois étapes basées sur la légalité, la légitimité et la proportionnalité des actes du gouvernement. Ils peuvent travailler ensemble pour réduire le nombre d'interruptions d'Internet.

33. <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/499999-investigation-how-digital-loan-providers-breach-data-privacy-violate-rights-of-nigerians.html>

34. <https://www.dataguidance.com/news/nigeria-lagos-state-data-protection-bill-passes-second>

35. <https://guardian.ng/news/worsening-insecurity-seven-year-n8tr-defence-spending-fresh-n762b-loan-worry-senate-csos/>

36. <https://punchng.com/nia-gets-n4-87bn-budget-to-track-intercept-calls-messages/>

37. <https://jigsaw.google.com/the-current/shutdown/>

38. <https://guardian.ng/technology/sokoto-kebbi-three-others-witness-service-disruptions-as-zamfaras-2-1-million-phone-users-lose-access/>

39. <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/04/21/as-conflict-intensifies-in-nigerias-north-east-so-too-does-a-dependence-on-milices-troubles/>



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le Nigeria est le premier pays africain à établir un Centre national pour l'intelligence artificielle et la robotique (NCAIR), ainsi que des entités gouvernementales spécifiques encourageant une économie basée sur la connaissance et la recherche et le développement de l'IA. Les technologies basées sur l'IA font progressivement partie du débat mondial et sont de plus en plus intégrées dans la vie quotidienne de nombreux Nigériens. Il est donc important de réfléchir à la manière dont elles affectent les droits fondamentaux des Nigériens.

Ces préoccupations doivent commencer par la conception initiale et se poursuivre jusqu'à la mise en œuvre finale, car l'IA peut aider ou nuire aux droits humains des Nigériens de différentes manières. Pour les efforts économiques, sanitaires, éducatifs, juridiques et même culturels, le Nigeria est devenu plus dépendant des technologies et des réseaux numériques. Par exemple, au cours de l'année sous revue, certains juges participant à des audiences virtuelles ont dû s'appuyer sur la transcription de la parole en texte.⁴⁰

L'orientation politique du gouvernement vers la promotion de la science et de la technologie est décrite à l'article 18 (2) de la Constitution nigérienne. Les objectifs politiques de nombreux gouvernements, à la fois régionaux et mondiaux, incluent l'IA comme l'un de leurs principaux objectifs, car divers programmes d'État mettent l'accent sur l'utilisation des applications d'IA pour le développement et le progrès économique.

Le Nigeria a montré sa volonté d'établir un cadre pour la recherche, le développement, l'application, la coordination et la réglementation de l'IA en tant qu'arme dans l'objectif de transformation du Nigeria, qui comprend la création d'emplois, la croissance économique et la transparence de la gouvernance, entre autres. Le Nigeria a encore un long chemin à parcourir en termes d'intelligence artificielle et d'autres technologies modernes affectant l'économie mondiale, mais avec les bonnes politiques gouvernementales en place, et si elles sont mises en œuvre, des progrès significatifs peuvent être réalisés.

40. The Cable, "COVID-19: Lagos chief judge approves hearing of cases via Zoom, Skype" (April 28, 2020) < <https://www.thecable.ng/covid-19-lagos-chief-judge-approves-hearing-of-cases-via-zoom-skype> >; Thisday Nigeria, "Osinbajo: Judiciary Needs to Embrace Technology, Innovation" (July 27, 2021) < <https://www.thisdaylive.com/index.php/2021/07/27/osinbajo-judiciary-needs-to-embrace-technology-innovation/> >

RECOMMANDATIONS

- Le Nigéria, avec un âge médian de 18 ans et un taux de chômage élevé, a besoin d'une augmentation drastique des initiatives de perfectionnement technologique et de requalification au sein de la main-d'œuvre, pour tirer parti du potentiel de la quatrième révolution industrielle et pour soutenir le marché du travail national.
- Le gouvernement doit respecter le droit à la liberté d'expression qui constitue le fondement de la plupart des démocraties.
- Le Nigéria doit adopter une législation sur la protection des données et établir une autorité de protection des données indépendante capable d'appeler les agences gouvernementales et les acteurs privés ayant accès aux données personnelles à l'ordre.
- Les gouvernements devraient identifier les meilleures pratiques pour résoudre les problèmes à leur source, en donnant la priorité aux alternatives aux coupures d'Internet. Partage d'expériences à travers et au sein de divers pays pourrait conduire à des solutions qui ne reposent pas sur des contraintes d'accès.
- Les gouvernements devraient faire une analyse coûts-avantages du coût des coupures d'Internet. Les pannes de réseau étouffent la productivité, sapent la confiance des entreprises et compromettent les engagements financiers à court et à long terme. Les particuliers devraient en savoir plus sur la manière de contourner les perturbations du réseau grâce à des outils tels que les VPN, ainsi que sur la façon d'interagir avec la loi et de s'assurer que les droits sont respectés.
- Le Nigéria a besoin d'une politique nationale d'IA qui donne la priorité au respect des idéaux démocratiques du Nigéria, au respect des principes constitutionnels du pays et à l'aide au peuple nigérian pour répondre à ses demandes socio-économiques. La politique doit respecter la responsabilité algorithmique, la sécurité des données, l'explicabilité de la prise de décision par apprentissage automatique et la protection des droits de l'homme des citoyens contre les violations.
- Les organisations de la société civile, ainsi que d'autres parties prenantes, doivent continuer à surveiller les conséquences des violations des droits numériques et jouer un rôle clé en faisant pression sur les gouvernements pour qu'ils soient plus responsables et transparents.

Londa 2021 développe le rapport de l'année dernière avec des conclusions de 22 pays, examinant les thèmes de la vie privée, de la liberté d'expression, de l'accès à l'information, de la segmentation et de l'exclusion, de la transformation numérique, de l'abordabilité, du genre et autres dans les cadres législatifs existants, et dans le contexte d'un élargissement fracture numérique. Cette édition capture les lacunes et propose des recommandations pour parvenir à une Afrique numériquement inclusive et respectueuse des droits.



Paradigm Initiative

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria

Email: media@paradigmhq.org

www.paradigmhq.org

     @ParadigmHQ